Arrêts signalés

COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Nicolas Hervieu

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/9486>

DOI : 10.4000/revdh.9486

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Nicolas Hervieu, « Arrêts signalés », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 06 octobre 2011, consulté le 10 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/9486> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.9486>

Ce document a été généré automatiquement le 10 juin 2020.

Tous droits réservés

Arrêts signalés

COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Nicolas Hervieu

1°/- Pas de peine sans loi (Art. 7 CEDH) : prévisibilité de la législation française sur le délit d'initié et regard conventionnel sur la conformité du droit national au droit de l'Union européenne

- ¹ La condamnation pénale – devenue définitive en 2006 – du célèbre financier Georges Soros pour délit d'initié au titre de faits survenus en 1988 et l'infliction d'une amende de près d'un million d'euros **n'emportent pas violation par la France de l'article 7 (pas de peine sans loi)**. Cette solution de la Cour européenne des droits de l'homme n'allait guère de soi, comme en témoigne d'ailleurs l'infime majorité – quatre voix contre trois – qui s'est dégagée en ce sens. La question centrale soulevée dans ce contentieux était de savoir si « le texte de la disposition légale litigieuse [qui définissait l'infraction de délit d'initié – essentiellement l'article 10-1 de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967, devenu Art. L 465-1 du code monétaire et financier], lu à la lumière de la jurisprudence interprétative dont il s'accompagne, pouvait, à l'époque des faits, passer pour prévisible » (§ 54). En l'espèce, **le respect de cette exigence de prévisibilité de la législation pénale (§ 50-53) ne semblait pas très assuré**. Au moment des faits, non seulement des doutes existaient quant à l'applicabilité de ce délit d'initié aux personnes dépourvues, à l'image du requérant, de « lien professionnel avec la société convoitée » (§ 57). Mais au surplus, ces doutes étaient confortés par d'autres indices : **d'abord**, une délibération de feu la « Commission des opérations de bourse » (COB – devenue « Autorité des marchés financiers ») notait en 1989 que le texte litigieux « **ne permet[tait] pas, à ses yeux, de tracer, avec certitude, une frontière précise entre le licite et l'illicite** » (§ 14) ; **ensuite**, des textes français et européens ont été ultérieurement édictés dans le but avoué de préciser la définition du délit d'initié (§ 17-19).

- 2 Néanmoins, les juges européens majoritaires ont préféré opter pour une lecture manifestement très – voire trop – souple du principe de légalité des délits et des peines. Si la Cour admet qu'il n'existait pas en 1988 de précédents jurisprudentiels portant sur « des situations analogues à » celle du requérant, elle estime toutefois qu'« **une interprétation raisonnable de [la] jurisprudence** » relative à d'autres « situations suffisamment proches [...] permet[tait à l'intéressé] de savoir, ou à tout le moins de se douter, que son comportement était répréhensible » (§ 57). Pour parvenir à cette conclusion, la Cour s'attache tout particulièrement au profil de George Soros, un « *“investisseur institutionnel”, familier du monde des affaires et habitué à être contacté pour participer à des projets financiers de grande envergure* » qui, à ce titre et « **compte tenu de son statut et de son expérience, [...] ne pouvait ignorer que sa décision d'investir dans les titres de la banque S. pouvait le faire tomber sous le coup du délit d'initié prévu par l'article 10-1 précité. Ainsi, sachant qu'il n'existait aucun précédent comparable, il aurait dû faire preuve d'une prudence accrue lorsqu'il a décidé d'investir sur les titres de la banque** » (§ 59).
- 3 Cette analyse et le refus de condamner la France (§ 62) sont vertement critiqués par les juges Villiger, Yudkivska et Nussberger. Dans leur opinion dissidente commune, ils rappellent que « *l'interprétation stricte d'une règle pénale a pour effet que, lorsqu'un terme équivoque ou une phrase ambiguë fait naître un doute raisonnable quant à sa signification, c'est le sujet qui doit en bénéficier et non le législateur qui ne s'est pas exprimé clairement* ». Par ailleurs, il est possible de s'étonner de la manière pour le moins expéditive avec laquelle la majorité a écarté **un autre pan de la requête sur le même terrain de l'article 7**. Le requérant faisait en effet valoir qu'une directive communautaire de 1989 avait « clarifié [é] [l]es éléments constitutifs » de l'infraction en cause. Surtout, il avançait que « *ce texte lui était plus favorable* » (§ 64). Ainsi, sans l'indiquer explicitement, **le requérant semble faire appel à la rétroactivité in mitius qui – par exception au principe de non-rétroactivité en matière pénale – permet l'application immédiate de la loi pénale plus douce** et a été récemment consacrée à Strasbourg à la faveur d'un revirement de jurisprudence (Cour EDH, G.C. 17 septembre 2009, *Scoppola c. Italie* (N° 2), Req. n° 10249/03 – ADL du 17 septembre 2009 ; v. aussi Art. 112-1 du Code pénal français). Sous cet angle, il aurait donc pu être reproché aux juridictions pénales internes de n'avoir pas, dans le cadre du contrôle de conventionalité de la loi française, **écarté ou ajusté cette dernière à la lueur du droit communautaire plus favorable**. Toutefois – et indépendamment de la pertinence de cette argumentation au fond – en examinant l'affaire via la rétroactivité in mitius, **la Cour aurait indubitablement progressé en terrain miné**. Ce faisant, en effet, elle aurait été amenée à **se faire juge de la conformité du droit français au droit communautaire (devenu droit de l'Union européenne)**, ou – plus précisément – aurait in fine **“contrôlé le contrôle” de conventionalité réalisé par le juge interne au regard du droit communautaire**. A cet égard, l'argumentation du gouvernement français est révélatrice de cet enjeu puisque **ce dernier a tenu à affirmer que « le contrôle de la conformité du droit national au droit communautaire ne relève pas de la compétence de la Cour »** (§ 67). Avec une prudence certaine, **la Cour préfère esquiver la question** et se borne donc à souligner qu'« *en tout état de cause la législation interne était, en elle-même, suffisamment prévisible* » (§ 70). Mais cette conclusion lapidaire n'est pas sans laisser un goût d'inachevé. Un renvoi en Grande Chambre de cette affaire (Art. 43) permettra peut-être d'approfondir cette voie, aussi sensible soit-elle.

*

- 4 **Cour EDH, 5^e Sect. 6 octobre 2011, *Soros c. France*, Req. n° 50425/06** (Communiqué de presse)
- 5 Jurisprudence liée :
- 6 - **Sur le principe de légalité des délits et des peines :** Cour EDH, 5^e Sect. Déc. 21 juin 2011, *Polednovác. République Tchèque*, Req. n° 2615/10 – ADL du 7 juillet 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 14 avril 2011, *Jendrowiak c. Allemagne*, Req. n° 30060/04 – ADL du 14 avril 2011 ; Cour EDH, Dec. 6 juillet 2010, *Van Anraat c. Pays-Bas*, Req. n° 65389/09 – ADL du 27 juillet 2010 ; Cour EDH, G.C. 17 mai 2010, *Kononov c. Lettonie*, Req. n° 36376/04 – ADL du 18 mai 2010 ; Cour EDH, 5^e Sect. 17 décembre 2009, *M. c. Allemagne*, Req. n° 19359/04 – ADL du 23 décembre 2009 ; Cour EDH, G.C. 17 septembre 2009, *Scoppola c. Italie (N° 2)*, Req. n° 10249/03 – ADL du 17 septembre 2009 ; Cour EDH, G.C. 19 septembre 2008, *Korbely c. Hongrie*, Req. n° 9174/02 – ADL du 23 septembre 2008 (2).
- 7 - **Sur le principe de sécurité juridique :** Cour EDH, 2^e Sect. 26 juillet 2011, *T.Ç. et H.Ç. c. Turquie*, Req. n° 34805/06 – ADL du 2 août 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 21 juillet 2011, *Fabris c. France*, Req. n° 16574/08 – ADL du 22 juillet 2011 ; Cour EDH, G.C. 7 juillet 2011, *Bayatyan c. Arménie*, Req. n° 23459/03 – ADL du 10 juillet 2011 ; **Cour EDH, 5^e Sect. 9 juin 2011, *Mork c. Allemagne et Schmitz c. Allemagne*, Resp. Req. n° 31047/04 et 43386/08 ; Req. n° 30493/04 – ADL du 10 juin 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 14 janvier 2010, *Atanasovski c. l'ancienne République Yougoslave de Macédoine*, Req. n° 36815/03 – ADL du 15 janvier 2010.**
- 8 - **Sur l'applicabilité des exigences conventionnelles au système de l'Union européenne :** Cour EDH, 2^e Sect. 20 septembre 2011, *Ullens De Schooten et Rezabek c. Belgique*, Req. n°s 3989/07 et 38353/07 – ADL du 20 septembre 2011 ; Cour EDH, G.C. 21 janvier 2011, *M.S.S. c. Belgique et Grèce*, Req. n° 30696/09 – ADL du 21 janvier 2011 (2) ; Cour EDH, 5^e Sect. 23 septembre 2010, *Obst c. Allemagne et Schüth c. Allemagne*, Resp. Req. n° 425/03 et n° 1620/03 – ADL du 26 septembre 2010 ; Cour EDH, G.C. 30 juin 2005, *Bosphorus c. Irlande*, Req. n° 45036/98 ; Cour EDH, G.C. 10 février 1999, *Matthews c. Royaume-Uni*, Req. n° 24833/94 (sur l'articulation avec le système onusien, comp. Cour EDH, G.C. Sect. 7 juillet 2011, *Al-Jedda c. Royaume-Uni*, Req. n° 27021/08 – ADL du 10 juillet 2011).
- 9 Pour citer ce document :
- 10 Nicolas Hervieu, « Prévisibilité de la législation française sur le délit d'initié », in *Lettre « Actualités Droits-Libertés »* du CREDOF, 6 octobre 2011.

2°/- Liberté d'expression (Art. 10 CEDH) : Liberté d'expression syndicale et critique d'un élu local

- 11 Les poursuites pénales pour diffamation initiées contre le « *président et [le] secrétaire général de l'Union syndicale professionnelle des policiers municipaux (USPPM)* » par le maire de Vendays-Montalivet (département de la Gironde) et leur condamnation – chacun et notamment – à une amende de 1 000 euros **violent la liberté d'expression_ (Art. 10). Cette condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'homme dépasse cependant, et en substance, le seul terrain de l'article 10.** En effet, les juges européens estiment « *qu'il y a lieu de tenir compte du fait que les déclarations*

des requérants ont été tenues **en leur qualité de responsables d'un syndicat**, en rapport avec la situation professionnelle de l'un de ses membres » et que « l'article 10 constitue l'un des principaux moyens permettant d'assurer la jouissance effective du droit à la liberté de réunion et d'association consacré par l'article 11 [...]. **Ceci vaut particulièrement dans le domaine syndical** » (§ 32). La particularité des circonstances contentieuses n'est donc pas ignorée puisqu'il est souligné que « si les propos des requérants ne relèvent pas de la critique générale d'une politique municipale, **il s'agit de la mise en cause par les représentants d'un syndicat du rôle d'un élu en sa qualité d'employeur**. A ce titre, ils répondent à l'intérêt légitime du public pour la gestion des collectivités publiques et le fonctionnement des services qui leur sont rattachés » (§ 36) et « trouvent leur place dans **un débat d'intérêt public**, domaine dans lequel la Convention ne laisse guère de place à des restrictions au droit à la liberté d'expression » (§ 37).

- 12 A l'heure de se prononcer sur la question de savoir si les requérants ont en l'espèce franchi « les limites de la critique admissible » (§ 37), **la Cour répond par la négative et, pour ce faire, met en exergue plusieurs éléments qui – fort classiquement – accroissent l'intensité de la protection de la liberté d'expression. Premièrement**, les propos litigieux visaient l'action d'un maire « dans le cadre de ses fonctions », sachant que « les limites de la critique admissible sont **plus larges à l'égard d'un homme politique**, visé en cette qualité, que d'un simple particulier » (§ 38). **Deuxièmement**, même non « exempts d'une certaine virulence, [ces propos] s'inscrivent pleinement dans le contexte d'un débat local présentant une réelle vivacité » (§ 39). Or, dans le cadre d'« un débat public », « **l'invective politique déborde souvent sur le plan personnel** : ce sont là les aléas du jeu politique et du libre débat d'idées, garants d'une société démocratique » (§ 39). **Troisièmement**, les motifs justifiant la condamnation litigieuse par les juridictions pénales françaises sont perçus comme insuffisants, notamment parce que lesdites juridictions n'ont pas adéquatement « replac[é] les propos tenus par les requérants **dans le contexte de la polémique véhémente** qui les opposait au maire » (§ 41). **Quatrièmement**, « la nature et la lourdeur des peines infligées » les confinent à la disproportion (§ 43), ce qui scelle donc le sort de la France, ainsi condamnée au titre de la liberté d'expression_ (§ 45 – v. contra l'opinion dissidente du juge Villiger).

- 13 A la lecture de cet arrêt, il est possible de remarquer que, contrairement à un récent arrêt (Cour EDH, 2^e Sect. 27 septembre 2011, *Sisman et autres c. Turquie*, Req. n° 1305/05 – ADL du 28 septembre 2011), **la Cour a ici pris la peine de faire une discrète référence à un important et récent précédent en matière de liberté d'expression syndicale** (Cour EDH, G.C. 12 septembre 2011, *Palomo Sánchez et autres c. Espagne*, Req. n° 28955/06 et s. – ADL du 14 septembre 2011). Pour conclure notamment que « les expressions utilisées par les requérants [ne] relève[aient] [pas] d'une animosité personnelle manifeste, [mais] s'inscriva[i]t au contraire **dans les limites de la critique admissible s'agissant de représentants syndicaux engagés dans un débat d'intérêt général** » (§ 42), la juridiction strasbourgeoise souligne ainsi que « les propos litigieux n'ont pas revêtu un caractère vexatoire et blessant qui aurait excédé **les limites convenables de la polémique syndicale** (voir, a contrario, *Palomo Sanchez et autres c. Espagne [GC]*, nos 28955/06, [...], § 67, 12 septembre 2011). » (§ 39).

*

- 14 **Cour EDH, 5^e Sect. 6 octobre 2011, *Vellutini et Michel c. France*, Req. n° 32820/09**
(Communiqué de presse)
- 15 Jurisprudence liée :
- 16 - **Sur la liberté de critiquer des élus et des personnages politiques – notamment au niveau local** – : Cour EDH, 3^e Sect. 15 mars 2011, *Otegi Mondragon c. Espagne*, Req. n° 2034/07 – ADL du 16 mars 2011 ; Cour EDH, 2^e Sect. 11 janvier 2011, *Barata Monteiro Da Costa Nogueira et Patrício Pereira c. Portugal*, Req. n° 4035/08 – ADL du 14 janvier 2011 ; Cour EDH, 3^e Sect. 1^{er} juin 2010, *Gutiérrez Suárez c. Espagne*, Req. n° 16023/07 – ADL du 4 juin 2010 ; Cour EDH, 1^e Sect. 22 avril 2010, *Fatullayev c. Azerbaïdjan*, Req. n° 40984/07 – ADL du 26 avril 2010 ; Cour EDH, 3^e Sect. 20 avril 2010, *Cârlan c. Roumanie*, Req. n° 34828/02 – ADL du 20 avril 2010 ; Cour EDH, 5^e Sect. 25 février 2010, *Renaud c. France*, Req. n° 13290/07 – ADL du 25 février 2010 ; Cour EDH, 4^e Sect. 2 février 2010, *Kubaszewski c. Pologne*, Req. n° 571/04 – ADL du 3 février 2010 ; Cour EDH, 2^e Sect. 19 janvier 2010, *Laranjeira Marques Da Silva c. Portugal*, Req. n° 16983/06 – ADL du 20 janvier 2010.
- 17 - **Sur la liberté d’expression syndicale** : Cour EDH, 2^e Sect. 27 septembre 2011, *Sisman et autres c. Turquie*, Req. n° 1305/05 – ADL du 28 septembre 2011 ; Cour EDH, G.C. 12 septembre 2011, *Palomo Sánchez et autres c. Espagne*, Req. n° 28955/06 et s. – ADL du 14 septembre 2011 ; Cour EDH, 2^e Sect. 20 octobre 2009, *Lombardi Vallauri c. Italie*, Req. n° 39128/05 – ADL du 22 octobre 2009 ; Cour EDH, 5^e Sect. 5 mars 2009, *Barraco c. France*, Req. n° 31684/05 – ADL du 7 mars 2009.
- 18 - **Sur la liberté syndicale en général** : Cour EDH, 3^e Sect. 21 avril 2009, *Enerji Yapi-Yol Sen c. Turquie*, Req. n° 68959/01 – ADL 23 avril 2009 ; Cour EDH, G.C. 12 novembre 2008, *Demir et Baykara c. Turquie*, Req. n° 34503/97 – ADL du 14 novembre 2008.
- 19 - **Sur la liberté d’expression en général** : Cour EDH, 5^e Sect. Déc. 7 juin 2011, *Bruno Gollnisch c. France*, Req. n° 48135/08 – ADL du 24 juillet 2011 ; Cour EDH, 4^e Sect. 10 mai 2011, *Mosley c. Royaume-Uni*, Req. 48009/08 – ADL du 11 mai 2011 ; Cour EDH, 4^e Sect. 19 avril 2011, *Bozhkov c. Bulgarie et Kasabova c. Bulgarie*, Resp. Req. n° 3316/04 et 22385/03 – ADL du 22 avril 2011 ; Cour EDH, Dec. 5^e Sect. 22 février 2011, *Association Nouvelle des Boulogne Boys c. France*, Req. n° 6468/09 – ADL du 7 mars 2011 ; Cour EDH, G.C. 14 septembre 2010, *Sanoma Uitgevers B.V. c. Pays-Bas*, Req. n° 38224/03 – ADL du 14 septembre 2010.